L’isolement dans le fascisme technocratique

Lorsque nous nous apercevrons que nous parlons dans un désert, il sera un peu tard pour utiliser des porte-voix. Peut-être faut-il craindre la grande mystification que représente le fait que nos discours s'expriment encore et recueillent ici ou là quelques oreilles compatissantes ou sympathisantes. Sans doute faut-il voir dans le remplacement de Marcellin par Chirac puis par Poniatowski au ministère de l'Intérieur plus qu'une de ces traditionnelles valses qui permettent à tout un chacun de se partager le fameux gâteau du pouvoir. La répression a en fait changé d'orientation : la France est passée plus ou moins doucereusement d'un régime libéral de droite classique à un régime libéral de techno-droite : Schmidt n'a pas hésité à y reconnaître les siens.
Plioutch qui, par ailleurs, ne pousse pas bien loin son analyse du système soviétique, ne se trompe pas quand il voit entre les orientations de « l'Est » et de « l'Ouest » une convergence vers un fascisme technocratique. Les deux termes et leur liaison méritent d'être explicités. On commencera par technocratie.

La France en donne un exemple assez clair avec ses politiciens ou ses administrateurs directement sortis de l'E.N.A., son duo célèbre Attali-Stoleru, pendant bien plus inquiétant parce que bien plus puissant du duo Mitterrand-Giscard. Pendant que s'agitent sur le devant de la scène ceux qui aspirent aux fonctions et surtout aux apparences du pouvoir, d'autres manipulent celui-ci, un peu plus dans l'ombre, un peu plus discrètement.

Il y a donc maintenant des spécialistes clairement avoués de l'administration de nos affaires, des détenteurs d'un savoir, d'un pouvoir auquel nous n'avons aucune part, sinon peut-être de choisir entre l'un et l'un, l'autre et l'autre.

Ce n'est pas un hasard si Stoleru est ministre du travail

manuel. Le libéralisme avancé fait profession de social tout comme la social-démocratie en Allemagne : les uns et les autres sont les frères-jumeaux porte-drapeaux du socialisme : fin finale du capitalisme sauvage, répartition de la croissance, délégation de pouvoir, contrôle syndical... Pendant ce temps, progressivement et sûrement, entre dans les têtes la complexité croissante de l'appareil socio-économique ; complexité qui nécessite le recours à des spécialistes. Non plus des spécialistes-représentants (démocratie classique : on élit des députés ; à noter que ni Attali ni Stoleru ne le sont) mais des spécialistes gestionnaires : la « politisation » des cantonales, des municipales en est un signe : ce n'est plus au niveau de la gestion de la commune ou du département que se situent les choix mais à celui du gain du pouvoir central. Alors s'installe un processus de non-responsabilisation, de désintérêt : il s'agit de survivre tout en profitant non de vivre tout en réalisant. Quelques jeux, compétitions sportives entretenues à grand renfort de sondages, de débats dits contradictoires nous sont concédés : la grande finale de Coupe de France Mitterrand-Giscard reste bien incertaine et les supporters de l'une ou l'autre équipe se livrent aux mêmes « débordements » que ceux de Bastia. Le plastic peut servir pour les deux causes et fait sauter le couvercle de la marmite sans nous empêcher de mijoter, ni d'être progressivement gavés, oies incapables de pousser le moindre cri d'alarme, cordes vocales étouffées par la graisse.

Le consensus dont on nous parle tant à l'heure actuelle n'est pas un vain mot : il fonctionne à peu près correctement dans une Allemagne qui s'est plus ou moins délivrée des péchés du nazisme et qui prospère à l'ombre de la social-démocratie. Quelles revendications restent-t-ils dans une croissance économique continue et aux fruits assez bien répartis : le socialisme est là, au pouvoir institutionnel et dans les faits socio-économiques. Giscard ne rêve que de ça, se voyant, origines obligent, en Roi de France comme il y a un roi de la Suède « ex-socialiste ». Les technocrates mettent en place,

fortifient un système injuste mais confortable : les quelques voix qui s'élèvent parviennent aux oreilles de tous dans un écho déformé par les médias qui nous contrôlent bien plus que nous ne les contrôlerons jamais.

Les pays dits socialistes sont parvenus aux mêmes résultats par les mêmes moyens : la croissance économique de l'Allemagne de l'Est n'a sans doute pas grand-chose à envier à celle de l'Allemagne de l'Ouest. La traduction au niveau politique est quasiment identique : à la génération des vieux politiciens staliniens succède plus ou moins aisément celle des technocrates élevés dans le sérail : Gomulka est remplacé par Gierek, Rakosi par Kadar, Ulbricht par Honecker. Quelques brèches s'ouvrent par lesquelles tentent de s'engouffrer des forces populaires longtemps comprimées (insurrections hongroises, allemandes, polonaises), mais vites réprimées.

C'est sur cette forme de répression : intervention de l'armée soviétique, massacres et fusillades qu'il convient de s'interroger aussi. Bien évidemment elle trouve leur pendant dans des pays comme le Chili mais on peut se demander si elle n'est pas, sinon dépassée du moins réservée aux moments de lutte sociale intense : à cet égard, je serais en Italie, je me ferais quelques soucis...

Mais en l'absence de ces luttes sociales, avec un mouvement ouvrier écrasé (Allemagne après le nazisme), « détourné » (U.R.S.S. après 1917), étouffé (France, depuis la Libération) d'autres formes de répression sont à l'oeuvre que nous maîtrisons d'autant moins qu'elles sont plus indirectes.

Il semble qu'il faille là donner un sens plus général au mot fascisme : ce n'est plus seulement l'organisation politique de l'état autour d'un chef soutenu par des groupes militarisés à outrance et s'imposant lors d'une crise économique grave. C'est aussi maintenant le consensus le plus large autour des valeurs idéologiques de l'état, lequel remplace aisément au niveau du symbole mais aussi à celui de l'efficacité le père

tout-puissant Joseph-Bénito-Adolf. À la remise de compétence sur la prise en charge des mécanismes politiques, sociaux et économiques (technocratie), s'ajoute – compensation, soupape de sécurité – une espèce de contrôle idéologique assuré par tous. L'Allemagne de l'Ouest en est l'exemple le plus frappant et il n'est même pas besoin de chercher dans la fiction de « l'honneur perdu de Katarina Blum » pour en trouver la preuve : pensons simplement à l'impossibilité pour les personnes « n'acceptant pas les règles de la constitution libérale » d'exercer une fonction dans l'administration qui reste par ailleurs peuplée de fascistes mal repentis, à l'arrestation d'un avocat venu protester contre un avocat ancien responsable nazi, à l'émission de TV où les spectateurs sont invités à trouver des « hors-la-loi ». C'est volontairement que je ne cite pas ici les campagnes « hystériques » du groupe Springer contre la bande à Baader. En effet, je crois que la stratégie du pouvoir d'état en Allemagne dépasse de loin la répression des groupes gauchistes minoritaires. Elle vise à installer dans la tête des gens non pas la peur (comme au Chili), mais le consensus. Il s'agit de faire accepter par tous la soumission à des valeurs qui sont, elles, clairement fascistes même si la forme institutionnelle de l'état ne l'est pas : dénonciation, contrôle quotidien des activités quotidiennes, nationalisme, accord social sous l'arbitrage de l'état et conformisme idéologique garant non seulement de la croissance économique mais encore de la possibilité de bénéficier des fruits de cette croissance.

Dans cette perspective, les groupes gauchistes risquent d'être d'autant moins dangereux parce que d'autant plus seuls : complètement à contre-courant de ce conformisme ils raniment « la grande peur des bien-pensants » (qui recouvrent d'ailleurs de plus en plus la population entière et de ce fait, pratiquement isolés, peuvent être réprimés plus facilement : Holger Meins n'a pas été tué dans un affrontement avec la police mais a crevé dans l'isolement capitonné de sa cellule, dans l'indifférence vis-à-vis d'une grève de la faim qui n'a

suscité que peu de solidarité. Quant à Ulrike Meinhof, comment a-t-elle été détruite et combien sommes nous à nous en préoccuper ? C'est ce fascisme quotidien accepté, sinon voulu par les plus larges couches de la population, qui est dans nos sociétés la forme la plus avancée de la répression. C'est lui que tentent de mettre en place Giscard et surtout Poniatowski : les réactions des gens à l'affaire de Troyes indiquent que le processus ne s'engage peut-être pas si mal que ça. Il fonctionne plus ou moins complètement par ailleurs dans « les pays de l'Est » où le conformisme imposé par le matraquage idéologique apparaît encore comme le plus sûr moyen d'échapper au Goulag.

L'univers concentrationnaire cherche à s'étendre à toute la société avec l'acceptation passive de celle-ci. Après l'U.R.S.S.-Goulag se profilent l'Allemagne-Springer, la France-Parisien Libéré. Ce fascisme technocratique n'est peut-être pas sûr de triompher mais il lui reste en dernier recours la possibilité du fascisme ordinaire : tanks, napalm, chasse aux déviants. Tout cela exige sans doute de nouvelles formes de lutte qui existent déjà ou qui sont encore à inventer mais dont le développement devient de plus en plus urgent.

Serge